

40 États membres

Albanie

Allemagne

Belgique

Bosnie-Herzégovine

Bulgarie

Chypre

Croatie

Danemark

Espagne

Estonie

Finlande

France

Géorgie

Grèce

Hongrie

Irlande

Islande

Italie

*"l'ex-République
yougoslave
de Macédoine"*

Liechtenstein

Lettonie

Lituanie

Luxembourg

Malte

Moldova

Monténégro

Norvège

Pays-Bas

Pologne

Portugal

République slovaque

République tchèque

Roumanie

Saint-Marin

Saint-Siège

Serbie

Slovénie

Suède

Suisse

Turquie

Approbations de projets**Paris, le 21 mai 2010 : Réunion du Conseil d'administration tenue à Strasbourg le 20 mai 2010 : 801 millions d'euros de projets approuvés.****Chypre**

Projet de **130 millions d'euros** avec **Sewerage Board of Limassol-Amathus** pour financer le développement des infrastructures d'assainissement et de gestion de l'eau du Grand Limassol : prolongement du réseau d'égout au nord et à l'ouest de la ville, construction d'une seconde usine de traitement des eaux usées et extension du système de drainage des eaux de pluie pour prévenir de potentielles inondations. 75 000 personnes bénéficieront de ces aménagements.

Finlande

Projet de **100 millions d'euros** avec **Finnvera Plc** pour financer son programme de prêts en faveur des micro, petites et moyennes entreprises finlandaises ; environ un millier de PME pourront en bénéficier et en particulier celles situées dans des régions défavorisées de Finlande.

France

Projet de **150 millions d'euros** avec le **Crédit Agricole S.A.** destiné à couvrir les besoins des collectivités territoriales françaises pour financer la construction et la rénovation des infrastructures publiques à vocation sociale telles que les maisons de retraite et les écoles, ou encore pour financer des investissements liés à la protection de l'environnement.

France

Projet de **100 millions d'euros** avec le **Crédit Coopératif** destiné au financement à long terme des Organismes et Services d'Intérêt Général (OSIG) dont le rôle est essentiel dans le renforcement de la cohésion sociale en France. Les fonds de la CEB serviront à la modernisation du parc hospitalier dans le cadre du plan "Hôpital 2012", du Plan d'action pour la santé mentale ainsi que du Plan Solidarité-Grand Age dont l'objectif est de créer 5 000 places supplémentaires par an d'ici 2012.

"l'ex-République yougoslave de Macédoine"

Projet de **46 millions d'euros** avec le **Gouvernement** pour le financement partiel de la construction des installations pénitentiaires d'Idrizovo, des prisons de Skopje et de Kumanovo ainsi que du centre correctionnel réservé aux mineurs de Tetovo, établissements situés dans le nord du pays. Ce projet, destiné à améliorer les conditions de détention des prisonniers, permettra aussi de créer de nouveaux emplois.

Monténégro

Projet de **25 millions d'euros** avec le **Gouvernement** pour financer l'accès au logement de ménages monténégrins aux revenus modestes, exclus du marché de l'immobilier par manque de logements à des prix abordables. Les fonds de la CEB permettront à près d'un millier de ménages éligibles d'accéder à la propriété ; il permettra aussi l'achèvement d'immeubles d'habitation dont la construction a été interrompue.

Turquie

Projet de **250 millions d'euros** avec le **Gouvernement** concernant la réduction des risques sismiques et la préparation aux situations d'urgence de la région d'Istanbul, dans le cadre du plan ISMEP lancé en 2005.

Ce plan devrait permettre à la métropole stambouliote (15 millions d'habitants) de faire face à un séisme pouvant atteindre 7,5 sur l'échelle de Richter, puissant séisme qu'une étude récente prévoit d'ici à 2030. Concrètement, les fonds de la CEB aideront à financer le renforcement des capacités institutionnelles et techniques pour gérer les interventions d'urgence et imposer un meilleur respect des normes de construction antisismiques. Ils financeront la reconstruction de 90 écoles publiques et de 2 campus étudiants.

*

Fondée en 1956, la **CEB** (Banque de Développement de Conseil de l'Europe) compte **40 États membres**, dont 18 pays d'Europe centrale et orientale.

En tant qu'instrument majeur de la politique de solidarité en Europe, la Banque finance des projets sociaux en mettant à leur disposition des ressources levées dans des conditions reflétant la qualité de sa notation (**AAA** auprès de Standard & Poor's, Fitch Ratings et Moody's). Elle accorde des prêts à ses États membres, à des établissements financiers et à des autorités locales pour le financement de projets dans le secteur social, conformément à son Statut.